

Discours

Discours de Tony Blair, Conseil national de l'UMP, 12 janvier 2008

Intervention de Tony Blair,
ancien Premier ministre britannique
Conseil national de l'UMP
Porte de Versailles
Samedi 12 janvier 2008



[Regarder la vidéo](#)

Mes chers amis, bonjour,
Je vais essayer de faire mon speech en Français, je voulais m'exprimer en anglais, mais mes collaborateurs m'ont dit que personne ne me comprendrait... Parfait, mais je suis désolé de l'état de mon français que j'ai appris, il y a trente ans, à Paris comme commis de bar.

Tout d'abord, merci beaucoup Nicolas pour ton invitation et merci pour ton leadership. Merci aussi à Jean-Pierre, je conserve un souvenir fort de notre partenariat quand nous étions tous les deux Premiers ministres et surtout de ton travail si important sur l'entente cordiale entre nos deux pays. Jean-Pierre, tu es un homme que je respecte et admire beaucoup.

Aujourd'hui est la première invitation qui sera suivie d'une autre, le 31 janvier, à la Sorbonne, avec les progressistes et la communauté internationale de centre gauche. En effet, je crois qu'il est important de pouvoir partager et échanger les idées avec la droite et la gauche.

Au mieux, la politique traite du progrès, du changement, de la manière dont nous appréhendons le monde tel qu'il est et tentons d'en faire ce qu'il devrait être. Mais trop souvent, au pire, la politique devient une affaire de traditions politiciennes, d'intérêts personnels, pourrait-on dire, au détriment de la nécessité d'être à l'écoute du progrès.

Les différences entre la gauche et la droite politiques sont réelles et le resteront. Les partis politiques, naturellement issus de fières traditions politiques s'efforcent de refléter et de représenter ces traditions. Et pourtant, aujourd'hui, une chose aussi importante que la distinction traditionnelle entre la gauche et la droite, c'est la différence entre une politique qui se tourne vers l'avenir et une autre qui s'accroche au passé.

Il s'agit moins d'une affaire de gauche et de droite que de tort et de raison. Entre ceux qui prennent l'avenir par les cornes, qui font face, comprennent ces réalités et ceux qui battent en retraite, se retranchent dans la zone de confort des slogans dépassés et des anciens remèdes contre des maladies qui, si elles existent encore aujourd'hui, ont pris une forme toute différente de leur forme d'origine.

Demain contre hier. Moins une politique qu'un état d'esprit. Ouverte contre fermée.

Ouverte aux possibilités du monde actuel, possibilités qui paraissent venir d'une autre planète que celle de la génération de mon père et prête à accepter les risques autant que les avantages de la mondialisation.

Ou fermée et recroquevillée dans l'espoir que si nous nous écartons de ce nouveau monde, il nous laissera tranquille et passera son chemin.

Ces paroles peuvent paraître très sévères, voire effrayantes. Toutefois, réfléchissez un instant à la réalité de la vie moderne et comparez-la à la vie d'il y a dix ans. Pensez technologie, l'ipod, la nouvelle génération de téléphones portables, la télévision par satellite. Rappelez-vous comment vous vivez, travaillez en ligne.

Bien sûr, certains d'entre nous ont eu du mal à s'y faire. Il y a six mois, je n'avais pas encore de téléphone portable. Quand j'habitais à Downing Street, je n'en avais pas. J'ai eu mon premier portable le jour de mon départ et tout de suite j'ai appris à « texter » (sic) car j'avais décidé de m'y mettre immédiatement. J'ai donc envoyé un texto à un ami, mais vu le piteux état de mes connaissances

technologiques, je n'ai pas réalisé que mon téléphone ne m'avait pas nommé comme expéditeur du texto. J'ai reçu un texto en réponse : pardon, mais qui êtes-vous ? Je me suis dit : incroyable, j'y étais encore hier et ils m'ont déjà oublié !

Ma fille dit que me voir taper un courrier est la chose la plus pénible qu'elle ait jamais vue. Comme si un éléphant tricotait un pull-over...

Justement, avez-vous vu ce que les enfants savent faire dès le plus jeune âge ? Mes enfants regardent rarement voire jamais un bulletin d'information classique. Mais c'est plus fondamental et plus évocateur que cela. Tous les jours et jusqu'à la fin de leur vie, ils s'attendent à faire leurs propres choix de vie quant à ce qu'ils achètent, à la manière dont ils travaillent et même dans quels pays ils travailleront.

L'impact des technologies va bien plus loin que ce que nous offre le cinéma. Elles transforment l'industrie, des secteurs entiers. Combien parmi les premières entreprises mondiales existaient déjà il y a vingt ans ?

Prenez la génétique par exemple et ses répercussions futures sur les soins de santé. Et je ne parle pas seulement de nouveaux remèdes ou traitements, je parle également de nouvelles méthodes de travail et d'anciennes méthodes devenues obsolètes. Ou de l'impact des tableaux électroniques et de l'Internet sur la manière dont nous enseignons dans les salles de classe et sur la substance des cours.

Prenez encore l'impact sur le tourisme de masse et les voyages, pas seulement sur les destinations proposées aux consommateurs, mais sur nos anciennes destinations, autrement dit sur le tourisme traditionnel.

Quel est le sens de tout ceci ? C'est simple, c'est le changement. Du changement, du changement et encore du changement !

Dès le moment où vous pensez maîtriser un changement, un autre le remplace. C'est le monde moderne. Finie la production de masse. Finis les emplois pour la vie. Finie la zone de confort, tout au moins pour les entreprises soucieuses de rester à la pointe du marché grand public. Finie la zone de confort pour le secteur public, si toutefois le service public concerné se préoccupe réellement de fournir le meilleur service pour le public.

Et savez-vous ce qui dynamise ce changement ? Un entrepreneur véreux qui veut aplatir la main d'œuvre ? Un politicien démon, avide d'affrontement ? Non, le changement est dynamisé par le peuple, par ses demandes, ses attentes, ses goûts et par sa volonté de saisir les opportunités du monde qui évolue.

La conclusion à en tirer pour les politiques de gauche comme de droite est la suivante : dans un monde qui change, malheur à celui qui stagne. Que cela vous plaise ou non, pour réussir, vous devez évoluer avec le monde ou perdre, chuter et devenir un monument et non un mouvement.

Changer demande du courage, de l'engagement et surtout d'énormes réserves d'énergie. À cet égard, vous avez de la chance d'avoir Nicolas Sarkozy comme président. Un autre leader dont je tairais le nom m'a dit un jour : Sarkozy, il est très tonique, non ? Je lui ai répondu : non, je ne l'avais pas remarqué...

Je viens de vous donner un exemple d'humour anglais, mais il est certain que votre président est très énergique et dans tous les domaines...

L'énergie, la volonté de procéder aux changements nécessaires pour survivre dans un monde de changement est la clé. Mais comment procéder au changement, quelle doit en être la substance, quelles valeurs doivent accompagner ces changements ?

Ces aspects-là peuvent faire l'objet de débats vigoureux et devraient faire l'objet de débats vigoureux.

Essayer de résister au raz-de-marée que représente la mondialisation, dont la cause génératrice est la technologie, est une entreprise futile, pire, dangereuse parce qu'elle donne aux gens un choix qui n'en est pas un : accueillir la mondialisation à bras ouverts ou la rejeter.

Comme le raz-de-marée, elle ne peut pas être rejetée et poursuivra son avance que cela plaise ou non. Faire miroiter la perspective d'en éviter le choc est aller contre nature, c'est comme si vous demandiez au reste des Français d'adorer les Parisiens ! En fait, c'est partout pareil, en Grande-Bretagne, c'est comme si vous demandiez aux nordistes d'aimer les gens de Surrey.

La question à se poser, la seule question valable, que vos convictions politiques

penchent à droite ou à gauche, est la suivante : Comment s'y préparer ?

Autrement dit, nous devons accepter la réalité de la mondialisation, mais nous ne sommes pas obligés d'accepter que nous ne puissions rien faire pour en rendre les conséquences positives ou négatives. C'est faux, parce qu'elle apporte son lot de défis et son lot d'opportunités.

Il faut accueillir les défis avec le sourire, maximiser les opportunités et les maximiser non pas que pour certains ou pour une élite haut placée, mais pour que tout le monde en profite, tous les citoyens, quels que soient leur classe, leurs antécédents, leur race, la couleur de leur peau ou leurs convictions religieuses.

Il ne s'agit pas d'abandonner nos valeurs, nos convictions traditionnelles, et avec raison, bien aimées, en matière d'égalité des chances, de solidarité et de liberté.

Il ne s'agit pas d'abandonner le rôle vital des politiques et du gouvernement. Il ne s'agit pas de laisser faire le marché libre régner et nous, le peuple, nous n'y pouvons rien.

Non, ce nouveau monde n'exige pas un changement de nos valeurs ou du rôle des politiques. Il exige tout simplement un changement de la manière avec laquelle nous appliquons ces valeurs et assurons l'efficacité de ces politiques au sein du monde moderne.

L'avenir ou le passé.

L'idéalisme passé sur le réalisme ou sur l'illusion.

Les nouvelles valeurs non, mais un nouvel ordre du jour de l'action, oui.

J'irai même plus loin. Moi je suis, comme vous le savez, un politicien de centre gauche. Je crois en une politique progressiste. Aux Etats-Unis, je serai démocrate. Au Royaume-Uni, je suis travailliste. En France, je serai... probablement au gouvernement, non, non, je plaisante ! Je reste avec ma famille politique. Je serai au Parti socialiste, mais aux côtés de ceux qui ont à cœur de le transformer.

Surtout, je crois en la justice sociale, dans mon pays, comme une valeur traditionnellement associée à la gauche. Et le plus beau c'est ça : la justice sociale n'est pas moins importante dans ce nouveau monde, au contraire. Pourquoi ? Parce que la nouvelle économie est peut-être modelée par la technologie, mais ce dont elle a le plus besoin c'est d'un capital humain de grande qualité.

Donc, si nous constatons des injustices, la privation, la pauvreté, si en conséquence nous ne donnons pas à tous les mêmes opportunités, non seulement nous devons faire un constat d'échec moral mais aussi économique. Aujourd'hui, la prospérité économique et la justice sociale sont enfin partenaires de cet avenir et non opposées l'une à l'autre.

Et quelle est la substance de cet ordre du jour ? En voici quelques grandes lignes.

Premièrement : éducation et non pas réglementation. Pour protéger un salarié de nos jours, nous devons l'éduquer et non pas rendre le marché du travail rigide.

Deuxièmement : rendre l'Etat providence actif et non passif. Autrement dit, quand une personne doit, indépendamment de sa propre volonté, toucher une allocation, l'objectif doit être de retrouver un emploi et non pas d'alimenter sa dépendance vis-à-vis de cette allocation. Aider fait partie des responsabilités de l'Etat, s'aider soi-même fait partie des responsabilités de chaque individu.

Troisièmement : l'équilibre entre travail et vie privée est la nouvelle frontière de l'Etat providence. L'aide que nous accordons aux femmes et aux hommes en matière de garde d'enfants, de congés de maternité et de paternité, d'aménagement des horaires de travail, dans notre monde moderne, il s'agit tout autant d'assurer le bon fonctionnement de l'économie que d'assurer le soutien des familles.

Quatrièmement : le monde vit à l'heure d'une nouvelle politique industrielle, il ne s'agit pas pour l'Etat d'essayer de diriger les entreprises. Ma propre expérience m'a montrée que les gens d'affaires et pas les fonctionnaires sont les mieux placés pour diriger les affaires.

Il s'agit en revanche d'investir dans les sciences, dans la création de petites entreprises, de créer le milieu dans lequel les entrepreneurs et les cerveaux se sentiront libres de réussir. Parce que lorsqu'ils réussissent, nous en profitons

tous.

Cinquièmement : ce nouveau monde a encore besoin des syndicats. Le nouveau monde manque d'assurance, il est incertain, plein de risques, mais le rôle des syndicats aujourd'hui doit être celui de partenaires du changement, d'agent du changement, et non pas d'agent de la résistance.

Les pratiques professionnelles désuètes permettent peut-être à un employé de garder son travail plus longtemps, mais si elles freinent l'économie, elles étouffent la possibilité de créer d'autres emplois pour d'autres salariés.

Alors, à tous les niveaux, de la manière dont nous exploitons nos entreprises à la manière dont nous dirigeons le gouvernement, de la répartition des pensions à la fourniture de soins de santé ou de l'ordre public ; nous sommes obligés, à cause de la cadence du changement, d'évoluer également.

À mesure que les anciens problèmes s'estompent, d'autres font leur apparition. Aujourd'hui, notre croissance économique doit être durable pour l'environnement. C'est la raison pour laquelle nous devons impérativement parvenir à un nouvel accord sur le changement climatique.

Aujourd'hui, la politique énergétique a repris sa place prioritaire à l'ordre du jour avec le renouvellement de l'énergie nucléaire, domaine dans lequel la France occupe la tête depuis longtemps.

Aujourd'hui aussi, nous constatons des vagues migratoires du monde entier et nous ne sommes pas les seuls. Savez-vous quelle question domine quasiment la campagne électorale américaine, encore plus dans certains Etats que la question de la sécurité ? C'est l'immigration.

Et c'est une autre caractéristique de notre monde moderne. Nous sommes tous confrontés au même défi, celui du changement généré par la mondialisation. Ne pensez pas qu'en France les débats sont si différents de ceux formulés en Allemagne, en Italie ou au Royaume-Uni. Et j'irai plus loin, ils ne sont pas si différents des débats formulés en Amérique ou au Canada, en Amérique du Sud ou en Asie.

Ce qui porte à une autre conséquence : les nations comme les nôtres doivent travailler ensemble, la France et la Grande-Bretagne. Même si nous aimons parfois prétendre le contraire. Nous avons énormément de choses en commun. Pour commencer, nous sommes fiers de notre histoire, même si, je vous l'accorde, nous traitons notre monarchie différemment de la manière dont vous avez traité la vôtre...

Peut-être certains d'entre vous, je crois que oui, ont-ils vu le film « The Queen », il a très bien marché aux Etats-Unis, tant et si bien que souvent lorsque j'y vais les gens à qui l'on me présente disent : oh yes, Tony Blair, i did so love you in that movie !

N'oubliez pas Nicolas, en mars prochain pendant votre visite au palais de Buckingham, quelle que soit notre fierté envers notre histoire, nous allons devoir reconnaître une chose si nous voulons pouvoir être fier de notre avenir. À mesure que nous avançons dans le XXI^e siècle, quand la Chine puis l'Inde ont toutes les deux une population plus grande que celle de toute l'Amérique et de l'Europe réunies multipliée par deux, notre mission dans ce monde ne consiste pas à regarder derrière nous, pleins de nostalgie pour l'époque de l'Empire britannique ou français, quand nous nous battions chacun de notre côté. Mais de regarder devant nous vers un avenir où nos deux grandes nations européennes pourront, avec d'autres nations européennes, faire l'Europe et, à travers elle, nous faire nous-mêmes forts et puissants. Faire en sorte que le XXI^e siècle nous apporte un bilan positif, faire compter nos idées et nos valeurs.

C'est la raison pour laquelle, une fois de plus, en matière d'Europe, il ne s'agit pas de droite ou de gauche, mais d'avenir ou de passé et même de force ou de faiblesse.

Le terrorisme, la sécurité, l'immigration, le crime organisé, l'énergie, l'environnement, les sciences, la biotechnologie, l'enseignement supérieur, dans tous ces domaines et dans bien d'autres, nous sommes tellement plus puissants, plus efficaces, plus capables de donner ce que nos citoyens attendent de nous en tant que nation individuelle si nous faisons partie de l'Europe ensemble, unis et forts.

Pour l'Europe également, ses citoyens et ses institutions, qui dit nouvelle époque, dit nouvelle réflexion. Alors, pour l'Europe, pour chacun d'entre nous :

modernisme ou déclin ?

Quand j'étais Premier ministre, j'ai beaucoup réformé. Il arrive parfois que l'on m'attribue, parfois même dans certaines régions de France, une tendance à pencher un peu vers la droite. Mais, en réalité, mon gouvernement est à l'origine de l'adoption historique du salaire minimum en Grande-Bretagne pour la première fois ; de l'attribution de droits de base aux syndicats ; de la multiplication par deux d'allocations et des congés de maternité ; d'égalité pour les homosexuels ; de nouveaux droits pour les handicapés ; de la majoration des pensions de retraite. Nous avons également doublé les budgets de l'enseignement et des soins de santé.

La Grande-Bretagne avait besoin de ce coup de pouce de l'Etat et mon gouvernement lui a donné. Mais, c'est vrai, nous avons aussi beaucoup, beaucoup réformé. Dans nos écoles, dans notre système de santé, dans le financement des universités, les pensions, les services sociaux et bien d'autres domaines.

Ce que j'en ai appris, c'est que le changement ne plaît jamais. Dès que vous l'annoncez, on vous dénonce. Dès que vous le mettez en oeuvre, tout le monde proteste. Quand vous parvenez enfin à le faire aboutir, tout le monde l'accepte. Au final, vous vous dites souvent que vous auriez dû en faire plus, que vous auriez dû aller plus loin.

Je me souviens du jour où, en plein milieu de réformes très controversées des services de santé, j'ai dû me faire hospitaliser pour une petite intervention. J'étais allongé sur mon lit d'hôpital, quand l'anesthésiste est entré, muni d'une énorme seringue et au moment de se baisser pour me piquer, il m'a dit : Monsieur Blair, je vais vous dire une chose parce que je n'aurais sans doute jamais plus l'occasion de le faire, je suis catégoriquement contre vos réformes de la santé !

C'est un fait, le changement est difficile, le chemin de la réforme est pavé d'embûches, mais c'est le chemin du leadership. On y rencontre des obstacles, des adversaires et de nombreux intérêts qui, disant représenter le peuple, au final, ne représentent qu'eux-mêmes. Mais c'est le peuple qui a le plus besoin de ce leadership.

Il n'y a pas de pire trahison que le faux espoir.

Il n'y a pas de devoir plus noble que de prendre la bonne décision même si elle est impopulaire.

Les politiques ne déçoivent pas lorsque les dirigeants ont du mal à prendre les grandes décisions, mais quand ils choisissent de les ignorer, parce qu'alors les gens sont seuls et la vie facile mais éphémère que leur apporte une décision lâche les amoindrit pour une génération. À mesure que les nouvelles nations émergent, prêtes à agir et à lutter pour faire face aux défis de l'avenir, les nations qui ne le font pas se retournent avec regret et contemplent leur passé. Le voilà notre défi.

Je suis de nature optimiste. Pensez-vous, avec des medias britanniques, un Premier ministre britannique y est bien obligé et je le suis. Mais je pense à mon fils cadet, Léo, qui a 7 ans, et je me dis qu'il a devant lui un monde d'opportunités. Vivre dans un pays comme la Grande-Bretagne ou la France n'est pas une contrainte mais une bénédiction.

Alors, nous avons beaucoup à faire, la France et la Grande-Bretagne ensemble. Qui sait si un jour nous ne partagerons pas la même langue, mais laquelle ? Ce sera pour le prochain discours.

Merci beaucoup à tout le monde, merci vraiment.